

PS



Nord

Lettre ouverte à M. SARKOZY Président de la République française

Monsieur le Président,

Faisant suite à notre précédent courrier resté sans réponse à ce jour, **nous souhaitons vous réitérer à nouveau notre vive inquiétude devant l'évolution des effectifs de l'Education nationale en France.**

Depuis 10 ans, près de 100 000 emplois d'adultes encadrant les élèves dans les établissements scolaires ont été supprimés.

Cette année, 16 000 postes seront supprimés pour la prochaine rentrée scolaire.

Cette politique de « rabotage général des politiques publiques » est d'autant plus scandaleuse que l'on supprime des moyens à l'école alors que le nombre d'élèves augmente.

En France, ce sont plus de 60 000 élèves supplémentaires qui sont attendus dans les établissements scolaires en septembre prochain.

L'Académie de Lille, quant à elle, est victime de la suppression de 806 postes d'enseignants alors qu'elle connaîtra une augmentation de 1600 élèves.

Les conséquences seront très graves pour la réussite de chaque élève.

Les classes seront surchargées: comment peut on suivre individuellement chaque élève et répondre à ses difficultés, comment peut on permettre à chaque élève d'apprendre une langue étrangère comme le prétend le ministre quand il y a 30 élèves et plus par classe?

L'école maternelle, priorité de l'Académie de Lille depuis des décennies, est la principale victime des suppressions de postes. Madame le Recteur, elle même, déclare avoir pour ambition de ramener la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans de 41% à 17% qui est la moyenne nationale. Tous les pays qui réussissent en matière éducative ont instauré, au contraire, un véritable service public de la petite enfance. Nous refusons de laisser sacrifier notre école maternelle.

Dans notre Académie, le Conseil Régional a investi massivement dans les lycées professionnels qui offrent des débouchés et des filières de réussite à des nombreux jeunes de notre région. En septembre prochain, ce sont les lycées professionnels qui paieront le prix fort de la politique de casse éducative du gouvernement: 100 professeurs de moins n'accueilleront pas les 1000 élèves supplémentaires.

Tous les outils d'aide aux élèves en difficulté sont détruits. Les réseaux d'aides aux élèves en difficulté (RASED) réunissant des enseignants spécialisés, des infirmières, des psychologues sont supprimés.

La continuité du service public d'éducation n'est plus assurée par manque de remplaçants formés privant ainsi de nombreux élèves de leurs cours.

Enfin, le métier d'enseignant est le seul qui ne s'apprend plus en France. La République abandonne ses jeunes enseignants en leur refusant la formation professionnelle à laquelle ils ont droit.

Les conséquences de ces mesures gouvernementales sont tellement graves que le Ministre de l'Éducation Nationale a repoussé ses annonces de suppression de postes dans les écoles maternelles et élémentaires après le second tour des élections cantonales du 27 mars prochain. Quel aveu!

Ces suppressions annoncées sont insupportables, à l'heure où la France dégringole dans les enquêtes internationales sur la réussite des élèves (PISA) où la proportion des élèves qui ont de très graves difficultés de lecture et en mathématiques augmente, où près de 150 000 jeunes par an sortent du système scolaire sans qualification ni diplôme.

C'est pourquoi nous sommes aux côtés des personnels de l'Éducation comme aux côtés des parents dans les mobilisations qu'ils organisent.

Pour que la rentrée 2011 se passe dans des conditions satisfaisantes, nous vous demandons donc de prononcer un moratoire sur les suppressions de postes prévues en France à la rentrée 2011.

Les élus socialistes du Nord